

LES EXIGENCES DE L'APRES - MANDELA

Denis-Constant Martin

Les élections de 1994 s'étaient déroulées dans un climat mêlé de crainte et d'euphorie. La jubilation de participer, enfin, à une consultation électorale au suffrage universel, sans distinction de catégorie, de savoir qu'elle déboucherait inéluctablement sur l'accession au pouvoir du Congrès national africain (ANC), toujours fidèle à une Charte de la liberté proclamant le refus de toute discrimination raciale, religieuse ou autre, la fierté d'assister à la reconnaissance universelle de celui qui devait devenir le premier Président africain du pays, Nelson Mandela, le soulagement de voir se terminer une période marquée par les troubles, les violences et les humiliations, s'étaient pourtant mêlés à la crainte d'un sursaut violent des forces anti-démocratiques, partis conservateurs prétendant s'appuyer sur des milices armées ou potentats des *homelands*. Le vote avait eu lieu dans le calme et une harmonie affichée avait prévalu. Il avait permis la mise en place d'un gouvernement d'union nationale dirigé par l'ANC, puis l'adoption d'une nouvelle constitution particulièrement respectueuse des droits essentiels de la personne humaine.

Des élections ordinaires

Cinq ans plus tard, les électeurs étaient à nouveau convoqués, normalement si l'on peut écrire à propos d'un ordinaire constitutionnel tout neuf. A la fierté joyeuse, un peu pagaïeuse (faute de liste électorale, les électeurs pouvaient voter où ils le souhaitaient) de 1994, a succédé en 1999 une détermination tranquille, parfois critique, beaucoup moins enthousiaste. L'Afrique du Sud est entrée dans l'ordinaire d'une vie politique démocratique. Les élections, présidentielle, parlementaires et régionales qui ont eu lieu le 2 juin 1999 ont été longuement préparées. Organisées par une Commission électorale indépendante (IEC), elles ont imposé aux électeurs potentiels d'obtenir un nouveau document d'identité marqué d'une code barre et de s'inscrire sur les listes électorales, formalités dont tous n'ont pas saisi le sens ou la nécessité.

Le vote a été précédé d'une campagne longue, mais peu localisée du fait du scrutin de liste proportionnel, qui a surtout opposé l'ANC, fort de son bilan, de sa légitimité historique et du prestige de Nelson "Madiba" Mandela, au Parti Démocratique (DP) énergiquement mené par Tony Leon dans une chasse au vote "blanc" peu soucieuse de convaincre l'électorat majoritaire. Ainsi le slogan placardé un peu partout par le DP: "*Fight Back*", a-t-il souvent été lu comme "*Fight Black*".

Les résultats ont confirmé la prédominance indiscutable de l'ANC qui emporte plus des deux tiers des suffrages exprimés. Ils ont porté le DP, avec un peu moins de 10 % des suffrages exprimés, au rang de premier parti d'opposition, ce qui permet à Tony Leon de devenir le chef officiel de l'opposition parlementaire. Ils ont consacré le déclin du Parti National (NP), inventeur et perpétrateur de l'apartheid, rebaptisé Nouveau Parti National, ouvert désormais à tous et comptant beaucoup sur l'électorat "métis". Avec 6,8 %, il arrive non seulement derrière le DP, mais aussi après l'Inkatha Freedom Party (IFP) de Mangosuthu Buthelezi (8,6 %). Le jeune Marthinus "Kortbroek" (culottes courtes) Van Schalkwyk proclamant "Mettons l'Afrique du Sud au travail", ce qui rappelait de mauvais souvenirs à beaucoup, n'a pu empêcher l'hémorragie des électeurs blancs, jugeant le DP plus efficace, ni le glissement d'une partie des "Métis" vers l'ANC. Le nouveau parti créé par Roelf Meyer et Bantu Holomisa, le Mouvement Démocratique Uni (3,42 %), n'a pas réussi à décoller et son score indique, notamment dans le Sud-Est du pays, que certains privilégiés des "Foyers nationaux" ont encore la nostalgie du système révolu.

Un choix restreint

Les élections ont donc provoqué une légère reconfiguration de l'opposition, mais cela ne doit pas faire oublier que le DP n'a même pas pu rassembler 10 % des voix et que sa base est presque exclusivement blanche. Si la participation atteint, dans une conjoncture de banalisation de la vie politique, un niveau honorable (les inscrits représentent plus des trois quarts de l'électorat potentiel estimé; les suffrages exprimés, près de 88 % des inscrits et les deux tiers de l'électorat potentiel estimé), la victoire sans appel de l'ANC et la teneur des campagnes électorales indiquent que les choix offerts aux électeurs ne pouvaient être appréciés que sur fond de polarisation politico- raciale.

Les débats d'orientation ont été pauvres durant la campagne: peu de partis pouvaient contester les réalisations du gouvernement; peu remettaient en cause ses orientations économiques; au point que Kader Asmal, un des ministres les plus populaires du

gouvernement sortant, pouvait dire plaisamment en réunion publique: "*Nous vivons dans un drôle de pays: aucun parti d'opposition n'ambitionne d'accéder au gouvernement; tout ce qu'ils veulent c'est devenir l'opposition officielle.*" Les attaques contre l'ANC ont donc mis en avant les problèmes sociaux: insécurité, corruption et, à un moindre titre, chômage; elles ont, reprenant une vieille tradition des années d'apartheid, agité le spectre du "*rooi gevaar*", le danger rouge, en accusant le parti dominant de vouloir placer le pays sous un régime autoritaire s'il obtenait plus de 66 % de la représentation parlementaire (supposés, de manière largement inexacte, lui permettre de procéder à des modifications constitutionnelles).

En réalité, l'atmosphère de la campagne, le fait que les principaux partis d'opposition apparaissaient aux yeux de la majorité de l'électorat, d'une part comme essentiellement "blancs" (DP, NP, Freedom Front) ou assis sur un fragment de la population (IFP identifié aux "Zoulous"), d'autre part comme foncièrement conservateurs, ne laissaient pas d'autre choix au plus grand nombre des Africains, ainsi qu'à tous ceux qui sont favorables à une politique progressiste, même modérée, que de voter pour l'ANC. Le succès massif de l'ANC, le fait qu'il ait augmenté son pourcentage de voix par rapport à 1994 s'explique aisément ainsi, quelque paradoxal qu'il puisse être par ailleurs.

Les paradoxes de la victoire

Car, derrière cette victoire, enquêtes, sondages, entretiens, mouvements sociaux font entendre de forts mécontentements. Le tournant pris par le gouvernement en 1996, lorsqu'il a adopté le programme GEAR (*Growth, Employment And Redistribution*) et appliqué une politique de stricte discipline financière impliquant réduction des déficits publics et maintien de taux d'intérêt élevés, a suscité un malaise chez un grand nombre des sympathisants de l'ANC. Si cette réorientation a favorisé le retour aux "grands équilibres" comptables, elle n'a pas créé d'emplois; au contraire, le chômage n'a cessé de croître dans une société frappée par de très fortes inégalités et une pauvreté répandue. En outre, entre 1994 et 1998, l'insécurité s'est accrue, la réforme du système d'enseignement n'a pu être menée à bien, le sentiment que le gouvernement et l'administration étaient profondément corrompus s'est développé. Les progrès dans les domaines de l'habitat, de la fourniture d'eau et d'électricité, une politique de santé axée sur la fourniture de soins aux plus démunis n'ont pas oblitéré le désenchantement. L'ANC l'a bien compris qui a refusé le triomphalisme pour aller aux élections en insistant sur la nécessité de poursuivre le "combat pour le changement" en vue de procurer "une meilleure vie pour tous."

Dans son discours d'investiture, le successeur de Nelson Mandela, Thabo Mbeki a également placé la lutte contre la misère en tête de ses priorités. La tâche première du gouvernement est maintenant de réaliser et de fournir (*to deliver*), de répondre aux besoins et aux aspirations du plus grand nombre. En même temps, le nouveau Président a bien fait savoir que la politique économique suivie depuis trois ans ne serait pas remise en cause. Or c'est bien le programme GEAR qui est contesté par beaucoup de ceux qui ont confirmé l'ANC au pouvoir. Ce débat s'exprime pour le moment au sein de l'Alliance qui réunit l'ANC, le Parti Communiste (SACP) et la principale fédération syndicale (COSATU). Ces deux derniers souhaitent une politique plus sociale, moins libérale, un Etat plus interventionniste; il veulent que leur voix soit davantage entendue. Ils ne constituent pas une opposition au sens partisan et parlementaire mais possèdent probablement le plus fort potentiel de contestation du gouvernement, auquel ils participent néanmoins. Pour le moment, tous, de l'ANC, du SACP et de la COSATU, sont d'accord pour maintenir cette discussion au sein de l'Alliance et il est peu probable, à court terme, que celle-ci éclate. Les organes délibératifs de l'ANC, les réunions de l'Alliance constituent donc un parlement bis où, peut-être davantage qu'à l'Assemblée nationale, les questions de fond seront abordées. Elles seront aussi posées en place publique, la COSATU accompagnant son soutien au gouvernement de mouvements d'action de masse, grèves ou manifestations, pour faire clairement état de ses désaccords.

La situation créée par les élections du 2 juin 1999 est donc, à plus d'un égard, paradoxale. La victoire considérable de l'ANC repose sur l'étroitesse des choix offerts aux électeurs et n'élimine pas de forts mécontentements. L'opposition a changé de porte-parole, mais elle demeure identifiée à une minorité privilégiée ayant largement bénéficié du passé. Qu'elle se présente comme "dynamique, efficace, sans peur et frappant dur" (*dynamic, effective fearless and hard-hitting*, DP) ne changera pas le fait que les problèmes vitaux concernant la majorité des Sud-Africains risquent d'être débattus hors des enceintes où siègent les nouveaux élus.

© 30 septembre 1999 - CERI